

[Texte]

feel obligated in drawing to your attention some items which I feel are inaccurate. I trust you will want to hear about them, and I trust that when I do you will want to go back and check them.

The first one, on page 5, the second half of page 5, paragraph 1, you allude to "Americans have secret plans to deploy nuclear bombers and depth charges in Canada". I would suggest that is nonsense. I would suggest that that would ever happen . . . , at least without Canadian consent. I have Joe Clark's, Bob Coates', Duff Roblin's, Gerry Weiner's and other responses in the House of Commons, the Senate and elsewhere, and I have researched out 18 different clippings and so on and statements from the House of Commons that I think will verify what I am saying. I hope you can get a copy of these, perhaps from the clerk or from us after, and I hope you will refer to them.

The second one is on page 7, the last paragraph. You claim there that a 10,000-foot runway at Alert is there for a potential Cruise bomber staging point. The runway at Alert is gravel, and it is 5,500 feet in length. There are no plans to extend it. And even if the B-52s could use such a strip, which obviously they cannot, why would they ever be based at Alert when they have sufficient range to reach the Soviet Union from the U.S. bases?

What puzzles me even further is that the requirement for maintenance facilities, storage, etc., would make it really a major project to utilize Alert for B-52s. And what puzzles me even more is why would the U.S. even consider operating bombers from facilities situated north of the North Warning System, where they would be sitting ducks for any quick surprise attack.

The third one I have is on page 5, the last full paragraph. You state that Canadian forces were not alerted during the Cuban missile crisis in 1962 and the Yom Kippur War in 1973.

• 1555

Now, it is true in the case of the Cuban missile crisis, but in error and without authority by military officers, who at that time, if I remember correctly, failed to refer the matter to the Prime Minister. At that time the Prime Minister was Mr. Diefenbaker, who became incensed at this and made certain that this would never happen again.

In 1973 it did not happen. Only the U.S. forces went on alert in 1973. NORAD as such did not participate. It could not because NORAD is a joint command. We are in no position to take exception to the U.S. authorities' increasing the alert condition—their own alert condition because it was done only for U.S. forces.

[Traduction]

complet. Mais je me sens obligé d'attirer votre attention sur certains points que je trouve inexacts. Je suis assuré que vous voulez que je vous en parle et que, lorsque je l'aurai fait, vous voudrez vérifier ces faits.

En premier lieu, à la page 5, dans la deuxième moitié de la page 5, au paragraphe 1, vous mentionnez que : « Les Américains ont des plans secrets pour déployer des bombardiers nucléaires et des armes souterraines au Canada. » Je crois que cela n'a aucun sens. Cela pourrait arriver . . . mais sans l'assentiment du Canada. J'ai les propos tenus par Joe Clark, Bob Coates, Duff Roblin, Gerry Weiner et d'autres à la Chambre des communes, au Sénat et ailleurs, et j'ai dépouillé 18 coupures de journaux, etc. et des déclarations faites à la Chambre des communes, documents qui, je le crois, appuieront ce que j'avance. J'espère que vous pourrez vous en procurer une copie, auprès du greffier ou de nous après l'audience, et que vous consulterez ces documents.

Le deuxième point figure au dernier paragraphe de la page 7. Vous prétendez qu'il y a, à Alert, une piste de 10,000 pieds que pourraient éventuellement utiliser des bombardiers de croisière. À Alert, la piste est en gravier et mesure 5,500 pieds. Rien n'est prévu pour prolonger la piste. Et, même si les B-52 pouvaient utiliser pareille piste, ce qui est évidemment impossible, pourquoi ces appareils seraient-ils basés à Alert puisque leur rayon d'action leur permet d'atteindre l'Union soviétique à partir des bases des États-Unis?

Mais, ce qui me rend encore plus perplexe est que la nécessité de disposer d'installations d'entretien, d'entreposage, etc., ferait de l'utilisation d'Alert pour les B-52 un projet d'importance. Et je comprends encore moins la raison qui pousserait les États-Unis à même considérer de baser des bombardiers à un endroit situé au nord du Système d'alerte du Nord, où ils constitueraient des cibles faciles en cas d'attaque éclair.

Le troisième point que je veux soulever se trouve au dernier paragraphe complet de la page 5. Vous indiquez que les Forces canadiennes n'ont pas été alertées lors de la crise des missiles cubains de 1962 et de la guerre de Yom Kippur en 1973.

C'est vrai dans le cas de la crise des missiles cubains, mais cela s'est produit à cause d'une erreur d'officiers militaires et sans leur autorisation, officiers qui, à l'époque, si je me souviens bien, ont omis de signaler l'événement au Premier ministre. À cette époque, le premier ministre était M. Diefenbaker, que la chose a mis en colère et qui s'est assuré que cela ne se reproduirait plus.

En 1973, cela n'est pas arrivé. Seules les forces américaines ont été mises sur pied d'alerte. Le NORAD comme tel n'a pas pris part aux événements. Cela ne se pouvait pas parce que le NORAD est un commandement interarmées. Nous ne sommes pas dans une position pour nous offusquer de la décision des Américains d'adopter des critères d'alerte plus sévères—leurs propres critères d'alerte, parce que l'alerte n'a été déclenchée que pour les forces américaines.